

En guise de sommaire

- Il est encore temps de présenter les vœux qui accompagneront la nouvelle année. (p. 2)
- Nos travaux n'ont pas souffert du ralentissement imposé par les fêtes (p. 3 et 4)
- Comme tous les mois, nous avons reçu des contributions à nos travaux de recherche et d'information :
 - « Déboussolés » de notre délégué général, Jean-Louis CABRESPINES
 - « Les femmes prises dans les paradoxes de l'économie sociale et solidaire » de Scarlett WILSON-COURVOISIER, ancienne conseillère de Michel ROCARD, cofondatrice de Femm'ESS
 - « Faire vivre le care » d'Alain KOSKAS, gérontologue, président de la FIAPA (p. 5 et 6)
- Comme à l'accoutumée, nous accueillons des libres propos :
 - « L'honneur des associations » de Jean-Philippe MILESY, secrétaire général de l'Institut Polanyi (p. 7)
- Comme tous les mois, nous vous proposons des lectures (p. 8) et un agenda de manifestations. (p.9)

Bonne lecture !



Marcel Caballero

Président d'honneur
Directeur de la rédaction

BONNE ANNEE 2024



Sans surprise, les vœux formulés l'an dernier n'auront pas été exaucés, tout comme du reste ceux des années précédentes. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement tant les politiques publiques sont dans l'incapacité de réguler une économie mondialisée qui se soucie peu du partage de la valeur et de la préservation des biens communs ?

Comment ne pas s'étonner que les populations, face à l'incertitude et aux enjeux de notre temps, se détournent des institutions et sont prêtes à accepter des solutions extrêmes dont l'Histoire montre qu'elles ont toutes des issues catastrophiques ?

Sans sombrer dans une sinistrose exagérée, il faut bien reconnaître que l'année 2023 n'a pas vu moins de pauvreté, moins de violences, moins de conflits dans le monde ni plus de perspectives positives pour l'avenir de nos sociétés. Celui-là s'est même encore assombri avec le retour des haines xénophobes et le réveil de la bête immonde, tandis que l'instabilité politique fait craindre des atteintes fortes à notre pacte républicain et à l'idéal européen.

Pour autant, dans ce contexte difficile et incertain, nous savons l'extraordinaire capacité de nos concitoyens à relever la tête et à faire preuve d'une grande solidarité dans les moments difficiles. Nous connaissons l'importance du bénévolat et du volontariat dont le réservoir n'aura jamais été aussi important depuis cette dernière décennie.

Nous observons les initiatives de notre jeunesse pour créer des solutions innovantes et de nouvelles formes d'entreprendre, et aborder ainsi cette transition économique, sociale et environnementale.

Nous saluons la prise de conscience des institutions internationales qui recommandent de gouverner l'économie autrement en intégrant les principes de l'économie sociale et solidaire. Cela doit nous encourager à militer collectivement pour une économie qui sache assurer la prospérité pour tous et soit facteur de paix et d'harmonie dans une société qui en a bien besoin.

Plus que jamais, doivent être consolidés les liens entre économie publique et économie sociale, toutes deux porteuses de la défense de l'intérêt général.

Fidèle à sa vocation et à ses engagements, le CIRIEC-France prendra sa part dans cette quête d'un monde meilleur et formule le vœu que la société et ses acteurs puissent s'approprier en 2024 les principes et les valeurs de l'économie publique et de l'économie sociale et solidaire pour un monde plus juste et plus solidaire.

Alain ARNAUD, Président - Marcel CABALLERO, Président d'Honneur
Jean-Louis CABRESPINES, Délégué Général
Timothée DUVERGER, Président du Conseil d'Orientation

> Entretiens « Idéaux et Débats »



Réalisés par Jean-Yves LE GALL auprès de personnalités du monde de l'économie sociale et solidaire, de l'économie publique, des services publics, des collectivités territoriales, des Institutions paritaires... ces entretiens ont pour objet de présenter leurs organisations, mais aussi leur vision des problématiques du moment.

Nous présentons celui réalisé avec **Bruno CARON**, Président de la Mutuelle Générale de l'Economie et des Finances (MGEFI) :



« La MGEFI est issue d'une longue tradition collective tendant à couvrir en santé, prévoyance et action sociale les agents de la fonction publique, plus spécifiquement les fonctionnaires d'Etat des ministères économiques et financiers. Dans le prolongement de différentes organisations portant la solidarité pour les fonctionnaires, notamment pour compléter les accompagnements sociaux des ministères et les prestations de l'assurance maladie, le monde mutualiste s'est organisé pour couvrir ces prestations par grands pans professionnels. La diversité des mutuelles de fonctionnaires, organismes non lucratifs régis par le Code de la mutualité, s'est regroupée au sein de la fédération nationale des mutuelles de fonctionnaires et agents de l'état devenue ultérieurement Mutualité Fonction Publique (MFP) ».

[LIRE LA SUITE...](#)

> 34^{ème} Congrès international



Le 34^{ème} Congrès international du CIRIEC se tiendra à San José (Costa Rica), du 24 au 26 avril 2024, sur le thème : **"Quelles stratégies pour un développement territorial et humain?"**

Le développement territorial urbain et rural

- Le développement humain en lien avec la santé, l'éducation, les droits
- Les ODD et l'urgence environnementale : initiatives concrètes et mesure d'impact
- Les politiques publiques en faveur du développement territorial
- Politiques publiques, pauvreté et économie sociale et solidaire
- L'initiative et l'action publiques au service du développement durable
- Pouvoirs publics et économie solidaire
- L'innovation scientifique et technologique
- Infrastructures & réseaux de services publics

[> + INFOS](#)

> Les Etudes du Ciriec-France



Le groupe de recherche "Économie collective et territoires", animé par notre Délégué général Jean-Louis CABRESPINES, est chargé d'apporter des réponses à la question : « *Comment, dans la transition économique, sociale, énergétique et environnementale, les parties prenantes de l'intérêt collectif, acteurs publics*

et organisations de l'économie sociale et solidaire, peuvent-ils répondre aux besoins fondamentaux des populations ? ».

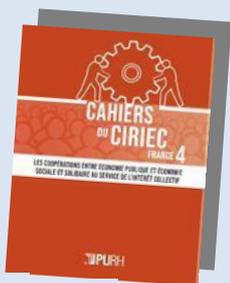
Ces travaux sont publiés sous la forme d'ouvrages. Sont parus à ce jour : **Notre Santé, Finances et intérêt général dans les territoires, Eau et énergie : hautes tensions territoriales, Logement : les dynamiques à l'œuvre, Travail, emploi, formation : penser l'interdépendance.**

Ces ouvrages sont disponibles en version papier, ainsi qu'en version électronique sur le site du CIRIEC-France.

Notre prochaine parution aura pour thème : **Education : Actions collectives et pratiques territoriales à repenser.**

[> Les ouvrages sont disponibles sur notre site : www.ciriec-france.org](#)

> Les Cahiers du Ciriec-France



Les **Cahiers du Ciriec-France** ont pour objet la publication d'études à caractère scientifique, dans un format plus léger et avec une diffusion plus régulière que les ouvrages collectifs. Après la sortie, en 2019, du Cahier n°1 sur les « **Autorités de régulation des services publics en France** », en 2020 celle du Cahier n°2 « **Mutations de l'action publique et démocratie : capital, numérique, territoires** », en 2021 celle du Cahier n°3 « **Mutations du monde, enjeux et défis** », document constituant les actes de la conférence des 70 ans du CIRIEC-France organisée le 26 octobre 2020, a été publié en 2022 le Cahier n°4 portant sur

« **Les coopérations entre économie publique et ESS au service de l'intérêt collectif** ».

Ce Cahier a été actualisé, compte-tenu de l'évolution de ces coopérations.

> Télécharger le document : <https://bit.ly/36IH4HY> > [Consulter les Cahiers](#)

Ces Cahiers à vocation académique, sont publiés dans le cadre d'un partenariat avec les Presses Universitaires de Rouen et du Havre (PURH).

> Social Economy News



Le CIRIEC-Espagne, en partenariat avec le CIRIEC-International, présente le Bulletin d'Information sur l'Economie Sociale, « **Social Economy News** », dont la mission est de promouvoir l'accès et l'échange d'informations sur l'étendue du secteur et des activités de l'Economie Sociale dans l'Union Européenne et au-delà, ainsi que sur ses chercheurs et les actions des pouvoirs publics, comme un moyen essentiel et sans précédent d'accroître la visibilité et la connaissance du secteur.

Ce projet est issu d'une demande et d'un besoin exprimé par ses organes représentatifs. Ses principaux objectifs sont d'identifier les sources d'information sur l'économie sociale essentiellement européenne, d'obtenir et de sélectionner des informations pertinentes à partir de ces sources et de diffuser ces connaissances en ligne par le biais d'une *Newsletter* qui vise à atteindre 50 000 abonnés.

La collecte de nouvelles provenant de trois grands groupes de sources d'information sur l'économie sociale (les organisations représentatives, les entreprises et les entités, les centres de recherche et les institutions publiques), fait de « *Social Economy News* » un bulletin d'information complet et unique.

Comme valeur ajoutée importante, la Newsletter offre également des nouvelles sur l'activité des principaux centres de recherche européens consacrés à l'étude de l'Economie Sociale, et les résultats de leurs recherches, ainsi que sur les actions des institutions européennes en relation avec l'Economie Sociale, le travail des différents gouvernements des Etats de l'UE, et d'autres informations considérées comme pertinentes pour le secteur.

Le Bulletin comporte également dans chaque édition un article d'opinion d'une personnalité de l'économie sociale.

Social Economy News est diffusé en [espagnol](#), [anglais](#) et [français](#).

> Plus d'info: <http://www.socialeconomynews.eu/fr/> > Inscription gratuite à *Social Economy News* : [ICI](#)

> Centre de documentation



Le **Centre de documentation du CIRIEC** détient une quantité de documents riches et variés en différentes langues, traitant des thématiques de l'économie publique, sociale et coopérative. Le fonds documentaire évolue constamment en fonction des recherches, des demandes des utilisateurs, des sujets d'intérêt et de

l'actualité. Il est accessible à tous et au service de ses membres.

- Aide individuelle dans la recherche documentaire dans les domaines de l'économie publique, sociale et coopérative
- Accueil de doctorants étrangers
- Catalogue des ressources papier: <http://lib.uliege.be/>

> [Contacter le centre de documentation du CIRIEC](#)

> Site du CIRIEC-France

- Activités - Travaux scientifiques en économie publique et économie sociale • Rencontres internationales
- Partenariats • Collection de la *Lettre mensuelle du CIRIEC-France* • Collection des entretiens *Idéaux et Débats*

> www.ciriec-france.org

Déboussolés ! ?

Jean-Louis CABRESPINES

Délégué général du CIRIEC-France



Les vacances de fin d'année sont passées et, disons-le, même si ce devait être un moment de fête et de retrouvailles, le climat général était comme le temps : pas au beau fixe, voire très maussade !

Cette période marquait la fin d'une année 2023 en demi-teinte pour les plus optimistes (très optimistes !) et catastrophique pour les plus pessimistes (peu pessimistes !) tant la situation nationale et internationale ont été marquées par des événements où le simple bon sens était oublié, où les frontières du respect de l'Homme étaient franchies, où l'Humanité avait perdu son humanité.

De conflits guerriers aux confins de l'Europe à ceux d'autres parties du monde comme le Moyen-Orient ou dans un certain nombre de pays d'Afrique ou d'Asie, nous voyons une planète mise à feu et à sang tandis que nous tentons de faire valoir la défense de l'équilibre écologique, la lutte contre le dérèglement climatique. Nous voyons s'accroître le rejet et la misère, nous voyons émerger de plus en plus (et inscrire dans l'inconscient collectif) des idées qui, en d'autres temps, ont amenés nos ancêtres à lutter contre.

Dans toutes les sphères de la société, les barrières tombent et les comportements changent avec une perte des repères porteurs d'une cohésion sociétale, avec une recherche hédoniste et individualiste de sa vie au détriment d'une compréhension et d'un investissement collectif.

Dans ce contexte de tensions extrêmes, les discours ambiants ne sont pas pour nous rassurer, empreints qu'ils sont d'une influence néfaste due à la montée d'idées où l'universalisme est de plus en plus absent.

De découragement en recherche de solution, les citoyens engagés sont souvent déboussolés. La perte de leur boussole tient à la fois à la remise en cause de leurs convictions du fait du contexte, mais aussi à l'émergence d'actes, de décisions, d'actions dans lesquels la solidarité est de plus en plus absente, ne permettant plus de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion.

Nombre des structures qui interviennent auprès des plus pauvres, des plus déshérités, des plus en marge soulignent la montée de situations inacceptables et pour lesquelles, malgré des interventions diverses, les réponses ne suffisent plus à répondre aux besoins.

Que devons-nous faire, baisser les bras, laisser à ceux qui le veulent (et qui sont souvent responsables de la situation) la responsabilité de nous faire croire qu'ils peuvent apporter des réponses plus justes permettant d'éradiquer les inégalités ? Non, nous devons agir, collectivement, sur la base de nouvelles

conceptions de la vie en société, du partage, de la considération des uns à l'égard des autres.

Construire une nouvelle société, c'est sortir des habitudes, des certitudes, c'est tenter de trouver de nouveaux chemins, de définir de nouvelles options dans tous les domaines. Ainsi en est-il pour les acteurs d'une économie différente de celle qui depuis des années ne fait que conforter les plus riches et enfoncer les plus pauvres. Cette économie pour laquelle ce qui compte est l'intérêt général plutôt que l'intérêt particulier. Le mariage de l'économie publique et de l'économie sociale est l'une de ces composantes.

Et dans le climat déplorable de 2023, de petites lueurs d'espoir se sont faites jour, à la fois par l'intervention opiniâtre et continue de nombreux entrepreneurs et décideurs, tant au plan national qu'international. La prise en compte de l'ESS comme force économique à part entière et comme porteuse d'idées et de concepts favorables au développement des territoires a permis, durant cette année, de faire avancer une vision commune débouchant sur des actions, grâce aux travaux communs de nombreux représentants de différents pays tout au long de l'année. Ainsi, et sans que cette liste soit exhaustive, nous pouvons noter des moments d'échanges, de communications, de partage de connaissances et d'expériences, de recherche, à la fois nationalement et internationalement : GSEF à Dakar, Symposium du CIRIEC International à Thessalonique, les rencontres du RIUESS à Avignon et Arles, la rencontre de l'UN Task Force à Montréal, la conférence internationale « ESS et communs » à Lisbonne, la conférence européenne de l'économie sociale à San Sebastian, le mois de l'ESS en France, les journées de l'économie autrement à Dijon, la conférence internationale de recherche en économie sociale à Séoul, les rencontres avec l'OIT et l'OCDE,...

Si cette capacité à travailler ensemble donne « du baume au cœur » et encourage à poursuivre, elle n'occulte pas une analyse objective d'une situation humaine, économique, sociale, écologique de plus en plus dramatique.

Il revient, dès lors, de retrouver les racines d'une économie sociale plus ancrée dans un véritable projet politique. Le RIUESS (Réseau Inter-universitaire de l'Économie Sociale et Solidaire) ne s'est pas trompé en inscrivant pour thème de ses XXIII^e Rencontres (Metz, du 22 au 24 mai 2024) : « L'économie sociale et solidaire hors la loi : Quels projets politiques pour l'économie sociale et solidaire ? ».

Ce thème n'est pas sans interroger tous les acteurs impliqués dans l'ESS car l'ESS est-elle vraiment hors la loi ou n'est-elle pas en avance par rapport à l'économie capitaliste en cela qu'elle privilégie une autre manière de prendre en compte l'Homme et son environnement ?

Et, de fait, n'est-elle pas en train de poursuivre son chemin en apportant des réponses à nombre de ces dérives qui conduisent à la montée des populismes, au rejet des autres parce que différents, à la course à l'accroissement du capital plutôt que de l'utiliser au développement du bien commun, ... ?

C'est sans doute à nous tous de continuer de faire pousser cette petite graine et d'affirmer l'importance de concevoir l'économie autrement. Les discussions autour de la réforme (ou non) de la loi du 31 juillet 2014 sont bien de cet ordre. Il n'est pas question de préserver une quelconque orthodoxie des

entreprises de l'ESS contre des sociétés commerciales qui font de l'entrisme pour mieux bénéficier de l'image positive (et pas seulement) de l'ESS, il s'agit de continuer à défendre un projet politique de l'ESS porteur d'une autre manière de concevoir et mieux partager notre vie commune.

La route est encore longue et pavée d'embûches, mais augurons que 2024 nous permettra de poursuivre le développement de l'ESS et de continuer à faire œuvre commune pour le bien commun, l'utilité sociale et l'intérêt général.

Les femmes prises dans les paradoxes de l'Économie sociale et solidaire

Scarlett WILSON-COURVOISIER

Ancienne conseillère de Michel ROCARD, Co-fondatrice de Femm'ESS



L'actualité, dans un raccourci saisissant, lui a offert récemment, comme dans un miroir, l'image de l'un de ses paradoxes. D'un côté, l'ESS bénéficie aujourd'hui d'une juste reconnaissance aux niveaux européen et international par rapport à son rôle, ses vertus et ses spécificités en lien avec des thématiques qui se sont progressivement imposées à tous : développement durable, développement humain durable, développement territorial, etc... D'un autre côté, l'ESS n'a pas attendu pour les promouvoir et les mettre en action depuis déjà mal de temps, même si le vocabulaire utilisé pour les désigner n'a pas été toujours celui-là.

Ainsi, lors de sa 66ème réunion plénière le 18 avril dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution : « Promouvoir l'Économie sociale et solidaire pour le développement durable » (A/RES/77/281). De telles résolutions de soutien et de reconnaissance ont été récemment prises à l'OCDE, au Conseil Européen, à l'OIT...

En même temps, en termes de reconnaissance, lors de l'épisode guignolesque du dernier remaniement gouvernemental français, on a pu constater l'insignifiance accordée à l'ESS par ce gouvernement et le mépris pour ses acteurs et responsables ! Reconnaissance et considération, considération, reconnaissance, et respect comme dit un des personnages du Révizor de Gogol. Rions amèrement. Tournez manèges ! Ainsi, sa ou ses stratégies de développement, ses positionnements, ses alliances restent à réfléchir https://www.ciriec-france.org/ciriec/custom/module/cms/content/file/Etudes_du_CIRIEC-France/Contributions_3/Les_femmes_prises_dans_les_paradoxes_de_l_Economie_sociale_et_solidaire_Scarlett_Courvoisier-Wilson.pdf et à redéfinir.

(Extrait de la collection du Ciriec-France « Economie collective et territoires »)

[LIRE LA SUITE](#)

Faire vivre le care

Alain KOSKAS

Gérontologue, président de la FIAPA



Cet écrit sur le care commence par un essai de définition puis il se poursuivra sur un examen du concept dans le domaine du soin en gériatrie et en gérontologie, celui des envies et des attentes des personnes âgées vulnérables comme de leurs aidants familiaux et professionnels, au domicile comme en institution. Il traitera de la relation d'aide comme soin et du care avec les moyens humains nécessaires à son éclosion, à son épanouissement, grâce à la qualification tant humaine qu'empathique des professionnels. La pénibilité de ces emplois, leur précarité, les rémunérations faibles, la qualité empêchée au sein des métiers affectent le personnel, mais ce sont aussi les aînés vulnérables qui en pâtissent dans leur quotidien, dans leur intimité, dans leur dignité, dans leur citoyenneté. Des préconisations ont été avancées dans plusieurs rapports tels que le rapport Libault et celui de [Myriam El Khomri](#), elles devraient être mises en œuvre de façon urgente. Quelques essais d'accompagnement respectant l'éthique du care seront présentés tout comme des témoignages en cette période de COVID, période de risque pour garder une place à l'éthique du care. Aussi, selon qu'on parlera de dépendance ou d'interdépendance, selon qu'on parlera de pion sans volonté propre, les maltraitances s'installeront partout où l'interchangeabilité sera maîtresse des comportements de soin. De là, s'installeront les comportements maltraitants privilégiant le plus souvent l'action sans les fondamentaux du respect de l'autre dans toute sa différence et dans toute sa vulnérabilité. Parmi les maltraitances, nous avons choisi de débiter par celle qui est la plus ancrée de toutes, l'âgisme.

(Extrait de la collection du Ciriec-France « Economie collective et territoires »)

[LIRE LA SUITE](#)

L'honneur des associations

Jean-Philippe MILESY
Secrétaire général de l'Institut Polanyi



« Le Groupe SOS prend la parole pour dénoncer une nouvelle loi qui érige des barrières supplémentaires à l'accueil et à l'accompagnement des personnes en détresse. Cette loi menace certains droits fondamentaux des individus et va à l'encontre des valeurs d'humanité et de solidarité sur lesquelles s'est construit le Groupe SOS il y a 40 ans »

En prenant ainsi position sur la loi Immigration, le puissant groupe que conduit Jean-Marc BORELLO, un proche du président de la République, après la prise de distance à l'égard du texte de France-Horizon qui est pourtant un outil des politiques d'accueil du gouvernement, rejoignent les associations de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, du Mouvement Associatif ou du Collectif des Associations Citoyennes dans leur refus unanime.

Ce sont les associations qui sont en premières lignes pour l'accueil, l'accompagnement et l'intégration des migrants dans notre pays. Du sauvetage en mer au logement, de l'alphabétisation au suivi médical, ce sont elles qui assument en fait cette obligation internationale d'accueil des migrants à laquelle la France est censée souscrire. Du Secours populaire à la Cimade, elles mobilisent des milliers de bénévoles et de professionnels qui assurent au jour le jour cette solidarité essentielle que cherche à fracasser le texte porté par le ministre de l'Intérieur.

L'opinion, matraquée par une propagande terrible, associant systématiquement « migrants » et « crise » et dont l'acmé est la diffusion de la thèse du « grand remplacement », semble approuver ces orientations, mais les études sociologiques en profondeur viennent les contredire. Ainsi plus de 60% des français se disent favorables au droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

De la même manière les spécialistes s'inscrivent en faux contre les argumentaires sur lesquels s'appuient la loi, ses promoteurs et ses soutiens.

François HÉRAN, professeur au Collège de France, démentait récemment devant le Conseil économique, social et environnemental, toute idée de submersion et revenait sur les idées fausses sur la migration dans notre pays. Il n'y a pas de croissance « exponentielle » des mouvements migratoire dans notre pays : l'essentiel des migrations internationales demeurent entre les pays voisins. Il n'y a pas de ruine des comptes publics, le solde des migrants dans les comptes sociaux est équilibré, voire excédentaire. L'AME (aide médicale d'État) dont la suppression assurerait selon ses partisans l'équilibre des compte sociaux représente de l'ordre de 0,50% des dépenses de santé.

Il n'y a pas d'effets négatifs sur l'économie, comme le confirmait récemment dans le Monde, Mouhoud el MOUHOU, économiste et président de la très réputée Université Paris-Dauphine, atterré comme la majorité de ses collègues par le cautionnement des étudiants étrangers.

Si crise il y a, c'est une crise pour les migrants, de la mort en mer à la précarité au quotidien, faite de pressions policières, d'emplois et de logements dégradés.

Si crise il y a, c'est pour notre société où la démocratie et la solidarité sont attaquées au profit des replis identitaires et des dérives autoritaires.

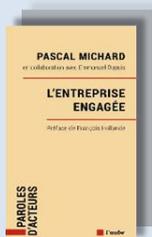
C'est l'honneur des associations d'assurer les réponses à la détresse de ceux qui fuyant guerre et misère ne font que revendiquer la liberté de circulation des hommes et des marchandises dont se réclame le libéralisme.

Dans le contexte actuel de régression des libertés associatives où le pouvoir cherche à faire payer aux acteurs de la solidarité leurs prises de position contraires au discours gouvernemental, c'est courageux.

Qu'en serait-il si la majorité qui s'est dessinée autour du texte du ministre de l'Intérieur se trouvait confirmée au pouvoir.

Où serait alors ce « bouclier » manquant qu'évoque le président ?

> L'entreprise engagée



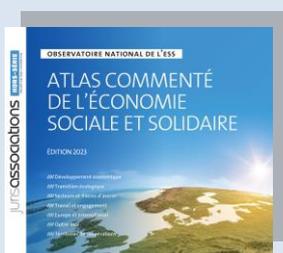
Ouvrage de Pascal MICHARD et Emmanuel DUPUIS préfacé par François HOLLANDE

Dans nos sociétés de plus en plus fragmentées, où l'État dispose de marges de manœuvres plus limitées, l'idée de solidarité est mise en cause. Quelles idées novatrices, en résonance avec notre société actuelle, peuvent être envisagées ? L'idée de "prévenance" constitue un axe essentiel, à la fois "réparation", "prévention", et "care".

Une démarche qui se veut être au plus près des parcours de vie personnels de chacun. Pascal MICHARD, président de Aéma Groupe, nous invite avec Emmanuel DUPUIS, haut fonctionnaire, à une réflexion majeure pour repenser les liens entre mutuelles et assurés, mais aussi plus largement pour l'avenir de la société française qui se voudrait plus unie.

[en savoir plus](#)

> 5^{ème} édition de l'Atlas commenté de l'ESS



Depuis sa première édition en 2009, **l'Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire** est devenu au fil du temps l'ouvrage de référence en France de présentation des données chiffrées de l'ESS et d'analyse de son évolution et de ses enjeux.

Produit par l'Observatoire national de l'ESS, en collaboration avec quatre chercheurs et chercheuses et les équipes d'ESS France, cette 5^e édition a été soutenue par le Ministère de l'économie, la Banque des territoires, la Caisse d'Épargne et Harmonie Mutuelle. Elle s'inscrit dans le prolongement des précédentes tout en explorant de nouveaux angles et de nouvelles thématiques.

Une nouvelle partie est ainsi consacrée aux questions européennes et internationales dans un contexte de reconnaissance historique de l'ESS par différentes institutions internationales (ONU, OIT, Union européenne, etc.). Les travaux inédits conduits par l'Observatoire national de l'ESS sur les données comptables et financières de l'ESS apportent quant à eux une lecture de la spécificité de ses modèles économiques.

Les contributions de l'ESS au développement de nouvelles formes de travail font, dans cette édition, l'objet d'un nouvel approfondissement à partir d'innovations gagnant de plus en plus en importance dans le débat public. Enfin, les apports de l'ESS au développement de filières économiques d'avenir, incarnant l'indispensable transition écologique et sociale, sont largement mis en valeur dans la dernière partie, ainsi que les coopérations territoriales qui en sont le terreau.

> Commander sur [le site de Lefebvre Dalloz](#) > Retrouver le dossier consacré à la sortie de l'Atlas dans la revue [Juris Assos](#)

> Carnets de campagne



L'émission **Carnets de Campagne**, de France-Inter, est le rendez-vous des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat.

> [Présentation](#) : [Dorothee Barba](#) > [site web](#) : [franceinter.fr](#)

Du lundi au vendredi, de 12h30 à 12h45.

> L'âge de faire



L'âge de faire est un mensuel national indépendant, édité par une entreprise coopérative (SCOP).

Chaque mois, il relaie les initiatives visant une réappropriation citoyenne de l'économie, la création de lien social, un mode de vie plus écologique.

L'âge de faire refuse la publicité.

> [vous abonner à notre site web](#)

> Miroir Social



Miroir Social est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de [publier gratuitement](#), avec validation préalable
- journalistique pour développer des [contenus complémentaires](#) sur abonnement

Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 % représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

▪ [Les services](#) : - [Publiez gratuitement sur le média](#) - [Nos productions journalistiques sur abonnement](#) - [Parrainez nos rencontres](#) - [Accompagnement éditorial](#) - [Communiquez sur le média](#)

▪ [L'équipe](#) : - Rodolphe HELDERLÉ, Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)
- Jacky LESUEUR, Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

> [Accéder à la plateforme](#)

> 23^{èmes} Rencontres du RIUESS



Le Réseau Inter-Universitaire de l'ESS (RIUESS) tiendra ses 23^{èmes} Rencontres à Metz, du 22 au 24 mai 2024, sur le thème:

L'ESS hors la loi : Quels projets politiques pour l'Économie sociale et solidaire ?

Créé début 2000 et structuré en association depuis 2015, le Réseau Inter-Universitaire de l'ESS (www.riuess.org) rassemble aujourd'hui une centaine de chercheur.e.s et enseignant.e, chercheur.e.s francophones rattachés à plus de cinquante universités et dix chaires en ESS en France. Il accompagne les coopérations intellectuelles entre chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant sur l'ESS, le renforcement des liens entre recherche et structures de l'ESS et la mise en place de formations universitaires en ESS, de la licence au doctorat.

Les Rencontres du réseau sont devenues au fil du temps un moment incontournable pour l'ESS en France.

Après les succès de l'édition de Bordeaux et de celle d'Avignon, avec plus de 300 participant.e.s, les 23^e Rencontres conduiront à s'interroger sur le rôle politique de l'ESS pour faire face aux défis climatiques, sociaux et économiques.

Dix ans après la loi relative à l'ESS du 31 juillet 2014, les XXIII^e Rencontres du RIUESS 2024 proposent, dans ce contexte d'anniversaire, d'en faire le bilan et de réfléchir au projet de société que pourrait porter l'ESS à l'heure des crises systémiques.

L'Institut français du Monde associatif a décidé de s'associer à ces rencontres.

> Un appel à communication est disponible sur le site du réseau : <http://riuess.org/riuess2/wp-content/uploads/2023/10/AAC-23e-Rencontres-RIUESS-Metz-22-24-mai-2024.pdf>

> Journée Faire association en Europe



Organisée par **Le Mouvement associatif**, il s'agit de la 3^{ème} édition de la grande journée des associations et de celles et ceux qui s'y engagent au quotidien. (Vendredi 26 janvier 2024, de 9h à 18h à la **Cité internationale universitaire de Paris**, 17 boulevard Jourdan Paris.

autour de différentes thématiques : libertés, solidarités, communs numériques, enjeux culturels, politiques jeunesse, participation citoyenne, modèle non lucratif...

L'après-midi, plusieurs personnalités publiques viendront nourrir la réflexion collective lors d'une plénière proposant tables rondes et cartes blanches.

À la veille des élections européennes, c'est une occasion d'échanger, de témoigner, de débattre et de s'enrichir autour d'un thème « *rouge* » : **Faire Association en Europe**.

Durant les ateliers contributifs du matin, la parole sera donnée, au moyen d'approches différentes (débat mouvant, brainstorming collectif, conversation ouverte, futurs souhaitables), et en présence de grands témoins (universitaires, acteurs associatifs, citoyen-ne-s engagé-e-s...),

Tout au long de la journée, en particulier au moment du cocktail déjeunatoire offert, un espace ressources donnera accès à des publications, des outils, des *podcasts* sur des témoignages inspirants de projets associatifs ayant bénéficié de finance-ments européens. On pourra également profiter d'animations (expositions sur l'Europe...)

En temps fort de la journée, sera organisé un débat avec les candidats et candidates aux élections européennes.

> [En savoir plus](#) > [S'inscrire](#)

> Appel à communications

• **Gouvernance et imputabilité (Gouvernabilité) des valeurs multiples des corporations municipales**

(Appel à communications pour [la Revue Internationale de Gestion du Secteur Public](#))



Des sociétés municipales (MC) ont été créées dans différentes parties du monde pour fournir des services publics locaux (tels que les infrastructures, les services publics, l'éducation, les soins de santé, les services culturels et sociaux) sous l'influence des doctrines du nouveau management public (NMP) et des doctrines néolibérales associées. idéologies (Thynne, 1994 ; Grossi et Reichard, 2008). Leur nature organisationnelle hybride implique que leur gouvernance est imprégnée d'une multiplicité de valeurs. Sujets intéressants, mais ne se limitant pas aux questions suivantes :

- Comment pouvons-nous conceptualiser, évaluer et mesurer les multiples valeurs et performances des MC ?
- Comment des valeurs multiples façonnent-elles les pratiques de gouvernance et de responsabilisation, et inversement, dans les pays membres ?
- Comment les pratiques de gouvernance et de responsabilisation visent-elles à faire face à la multiplicité des valeurs dans les pays membres ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils garantir que les valeurs sociétales et publiques ainsi que la création de valeur soient protégées ?
- Comment les acteurs de l'entreprise (c'est-à-dire les membres du conseil d'administration, les auditeurs, les contrôleurs, les responsables de la RSE, etc.) travaillent-ils pour créer des pratiques de gouvernance et de responsabilité dans les pays membres ?

? Comment est-il possible de protéger les valeurs publiques dans un contexte où les valeurs et les acteurs sont multiples ?

- Comment les citoyens et autres parties prenantes peuvent-ils être impliqués pour créer des pratiques de gouvernance participative et de responsabilisation dans les pays membres ?
- Quels sont les effets de l'hybridité des MC sur la création de valeur et les formes de pratiques comptables et de responsabilisation ?

Date limite de soumission des manuscrits : 31/05/2024

> Plus d'infos : [ICI](#)

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire.

Ses travaux se réalisent
à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est constitué de sections nationales.
La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales.
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats.

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres.
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD.

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : administration@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org



INFORMATIONS-ADHESIONS

administration@ciriec-france.org

...

la Lettre du CIRIEC-France

Directeur légal de la publication : Alain ARNAUD - Directeur de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*



marcel.caballero@club-internet.fr